

### *Alimentation des animaux de ferme*

En conversant avec les membres de l'office provincial de commercialisation du porc, nous avons constaté qu'ils s'inquiètent de ce qu'une industrie importante disparaisse de notre province. Ils disent que si elle disparaît, c'est surtout à cause des subventions supplémentaires des provinces qui, ajoutées à celles du gouvernement central, l'empêchent de soutenir la concurrence, car les grands centres de consommation se trouvent évidemment à Montréal, à Toronto, dans le sud-ouest de l'Ontario et à Vancouver. Voilà pourquoi nous devons expédier nos animaux abattus vers ces régions sans toucher de subventions. Songez un peu que les éleveurs de l'est du Canada, du fait que le gouvernement fédéral les aide à alimenter leurs animaux, que les gouvernements provinciaux les aident également, et qu'ils se trouvent sur les lieux de la consommation, ont l'avantage sur ceux de l'Ouest qui, bien que le gouvernement fédéral les aide également à alimenter leurs animaux, doivent payer le plein tarif pour expédier leurs animaux abattus vers ces marchés. A part ça, pour une raison qui ne m'a jamais été expliquée de manière satisfaisante, il existe toujours une différence de 4 ou 5c. la livre entre le prix qu'obtient un éleveur de l'Est sur les marchés de Toronto et de Montréal et celui qu'il obtient sur les marchés d'Edmonton, de Saskatoon et de Winnipeg.

Si l'on fait la somme de tous ces facteurs, il est facile d'expliquer pourquoi les industries de l'élevage et de l'abattage du bétail sont en péril dans nos provinces de l'Ouest. Quelle est la solution? Est-ce de supprimer les programmes d'aide au transport? Peut-être. Si le gouvernement fédéral, dirigé par le ministre de l'Agriculture (M. Whelan), avait pu convaincre toutes les provinces de traiter également leurs industries de l'élevage et de laisser le gouvernement fédéral s'occuper des programmes d'aide qu'il juge nécessaires, il n'y aurait pas de problème. Mais quand, en plus des programmes fédéraux, les provinces se fixent pour objectif de devenir aussi autosuffisantes que possible et même à produire un excédent, et que viennent s'ajouter aux programmes fédéraux ce que les provinces appellent leurs programmes de surenchère, on n'a pas d'autre choix que de se passer de ces programmes fédéraux jusqu'à ce que le gouvernement national puisse mettre de l'ordre dans tout cela. La seule autre solution pour les agriculteurs de l'ouest du Canada est de demander à leurs gouvernements provinciaux de jouer le même jeu. Lorsque les provinces se font concurrence pour obtenir des programmes de subventions, vous pouvez imaginer dans quel dilemme nous nous trouvons.

Le seul autre débouché qui s'offre à nous est le marché d'exportation de l'ouest du Canada. Voilà un domaine dans lequel le gouvernement fédéral n'est pas prêt à prendre les devants comme il devrait le faire à mon avis. Il pourrait s'activer et trouver d'autres marchés pour le bétail de l'Ouest afin que nous puissions maintenir l'avantage relatif dont nous jouissons dans ce secteur de production. C'est là un secteur qui ne manque pas de possibilités. La population mondiale croît rapidement et notre capacité de production alimentaire n'est pas à la hauteur de cette explosion démographique. A la fin des années 80—de nombreux hommes de science nous l'affir-

ment—il sera plus difficile qu'à l'heure actuelle de produire les quantités considérables d'aliments nécessaires pour nourrir la population du globe. Nous devrions donc nous mettre en quête de nouveaux marchés d'exportation pour le bétail de l'ouest du Canada.

En ce qui concerne l'extension de l'aide au transport du fourrage au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest, je pense que la mesure ne sert pas à grand-chose. Il y a probablement quelque 200 têtes de bétail seulement au Yukon, et probablement pas beaucoup plus dans les Territoires du Nord-Ouest. Je comprends que les gouvernements de ces régions soient désireux d'obtenir les mêmes avantages que les autres régions du Canada.

Par conséquent, si je répugne beaucoup à appuyer la proposition d'une aide au transport des aliments pour bétail, je vois bien qu'il n'est que juste d'appuyer ce bill, étant donné que cette aide au transport existe depuis nombre d'années. C'est pourquoi j'appuie ce bill, bien qu'à contre-cœur.

Je me rends compte que les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon ont un potentiel agricole appréciable. Comme d'autres députés l'ont souligné, quelque 3,000 ou 4,000 milles carrés se prêtent à la culture du foin et du grain, peut-être pas du grain que l'on puisse vendre, mais qui pourrait servir de fourrage pour l'alimentation du bétail. Il est peut-être possible de développer l'agriculture dans ces régions. L'élevage du bétail demeure le secteur le plus favorable, car à cause des difficultés pour le séchage du foin et des courtes périodes de dégel, il serait difficile de produire beaucoup de blé ou de grains de provende. Donc, si ce bill peut contribuer à créer une quelconque industrie de l'élevage dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, et à y développer l'agriculture, ce sera une réussite.

• (2130)

Avant de terminer, je dois dire que je suis surpris que le ministre de l'Agriculture ne soit pas à la Chambre pour écouter les difficultés que nous cause ce bill. Les députés ont fait beaucoup de suggestions importantes ce soir, et j'espère que le ministre lira le compte rendu très attentivement. En outre, j'espère qu'il comprendra pourquoi nous nous inquiétons de la diminution des animaux de ferme dans l'ouest du Canada. Lorsque nous avons réclamé un prix de stabilisation, nous nous sommes fait beaucoup de souci, parce qu'il a fallu des mois pour calculer le montant des versements, qui étaient minimes et n'aideront pas les éleveurs de porcs. Nous avons fait appel à l'aide du gouvernement provincial de l'Alberta, mais ce programme n'existe que depuis un an. Le ministre de l'Agriculture, espérons-le, prendra les mesures nécessaires dans un pays aussi dynamique que le nôtre pour garantir un peu de justice dans les programmes de subventions qu'un certain nombre de provinces se préparent à appliquer.

**L'hon. Jake Epp (Provencher):** Monsieur l'Orateur, au cours de mon intervention sur le bill C-15, j'ai l'intention de prendre quelques minutes pour faire connaître au gouvernement certaines des opinions de gens de ma région sur les modifications à la loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme que nous étudions aujourd'hui.